

Éducation. Le gouvernement recule sur les fermetures de classe en milieu rural

En l'absence d'accord des maires, la classe de CP de Monchy-sur-Eu ne fermera pas. Ce recul intervient après la forte mobilisation des enseignants, des parents d'élèves et des élus locaux et nationaux.

La classe de CP de Monchy-sur-Eu, qui fait partie du Regroupement pédagogique intercommunal (RPI) du Plateau d'Eu, avec les écoles du Mesnil-Réaume et de Baromesnil, ne fermera pas sans accord des maires concernés. Le ministre de l'Éducation Nationale Jean-Michel Blanquer a en effet annoncé le 20 mars dernier qu'il n'y aurait « **pas de fermetures de classes en milieu rural sans accord du maire** ».

« **C'est logique** », assure Daniel Tellier, le maire de Baromesnil. « **Ce n'était pas le moment d'annoncer ça. Nous sommes en confinement.** »

Forte mobilisation des parents et des élus

Ce premier recul gouvernemental intervient après de multiples interventions d'élus, d'enseignants, de parents d'élèves consternés de voir que le Ministère continuait, en pleine crise due à la pandémie de Covid-19, de vouloir modifier la carte scolaire.

Les parents avaient décidé d'agir « **avant qu'il ne soit trop tard** ». Ils avaient créé une page Facebook et lancé une pétition en ligne et sur papier. Ils s'étaient également réunis le 11 mars dernier, peu avant le confinement, autour d'une banderole sur laquelle était inscrit : « **Touche pas à mon école** ».

Aujourd'hui, ils se félicitent de ce recul du gouvernement. « **Nous sommes tous ravis de pouvoir garder les classes, c'est primordial** », déclare Sabrina Barbier, parent d'élève. « **C'est très important de garder nos écoles de campagne ouvertes, ça donne de la vie à nos villages.** » Garder ces différentes sections permet, selon elle, aux enseignantes de prendre le temps de s'occuper au mieux des élèves. « **Heureusement qu'il y a eu ce recul** », juge une autre parent d'élève. « **Si on nous supprime une classe à la rentrée, cela va accentuer les écarts de niveau entre les élèves et on va perdre les élèves en difficulté.** »

« Il faut arrêter de subir »

Il est, selon elle, possible que ces élèves aient accumulé du retard pendant le confinement. Retard qui aurait été « **encore plus difficile à rattraper avec une enseignante en moins** ». Sabrina Barbier formule le voeu que dans les années à venir, « **il n'y ait plus jamais de fermeture de classe** ».

Rien n'est moins sûr, à en croire Daniel Tellier. « **L'épée de Damoclès est toujours sur notre tête. Il faudra toujours faire attention. Depuis deux ans, on arrive à y échapper. Il faut faire en sorte que ce soit encore le cas l'année prochaine.** »

Bruno Saintyves, le maire du Mesnil-Réaume, indique que si le projet est « **caduc dans l'immédiat** », il faut préparer l'avenir. « **J'ai échangé avec l'inspecteur sur le sujet** », assure l'édile. Bruno Saintyves pense en effet que pour éviter ces fermetures il s'agit désormais d'être à l'initiative. « **Il faut arrêter de subir, d'être sans cesse sous la menace d'une fermeture de classe** », assure-t-il.

« Pas d'austérité sur les bancs de l'école »

« **La situation est la même dans des RPI voisins, il va falloir que les élus se mobilisent rapidement pour la carte scolaire, pour conserver le maximum de classes. Il faut se mettre autour de la table pour envisager des solutions de plus long terme.** » Qui devra en avoir la compétence ? « **Ce sera décidé après le confinement** », répond Bruno Saintyves, qui précise : « **Il faudra à mon sens que la communauté de communes se positionne là-dessus.** » Ce travail en amont est selon lui nécessaire. « **Car chaque année les mêmes problèmes reviennent.** »

Et chaque fois que l'éventualité d'une fermeture est annoncée, c'est le branle-bas-de-combat. Cette fois-ci, pour éviter que la décision ne soit entérinée, les trois maires des communes du RPI ont envoyé un courrier au directeur académique des services de l'Éducation nationale pour lui faire part de leur désaccord et plusieurs entretiens se sont déroulés, dont un avec l'inspecteur académique.

Ce recul du gouvernement a en tout cas satisfait les parlementaires communistes de Seine-Maritime, qui s'étaient, eux aussi, engagés dans la bataille. « **À l'urgence sanitaire doit clairement s'ajouter l'urgence scolaire : pas d'austérité sur les bancs de l'école** », ont-ils réagi. Ils indiquent qu'ils resteront « **particulièrement vigilants** » en ce qui concerne les classes en milieu urbain, pour lesquelles le Ministre est resté plutôt flou.

Alexandre Efremenko



Les parents d'élèves avaient décidé de se faire entendre face à la menace de fermeture de classe à Monchy-sur-Eu.